



## NOTE D'ANALYSE POLITIQUE

# STRATEGIE DE PAIX DURABLE EN AFRIQUE <sup>1</sup>

par **Germain-Hervé MBIA YEBEGA**

[mbia\\_yebega@hotmail.com](mailto:mbia_yebega@hotmail.com)

*Politologue, chercheur à l'Observatoire politique et stratégique de l'Afrique (OPSA) Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne*

*Spécialiste des questions de sécurité et de défense en Afrique, ses recherches doctorales ont porté sur la problématique de la paix durable en Afrique occidentale.*

*Il assure également en tant que consultant, diverses missions d'expertise et de recherche.*

*Au titre de ses dernières publications :*

*« Interventions militaires françaises et dynamiques africaines de paix et de sécurité », Revue Défense Nationale, octobre 2013, N° 763.*

*« Cameroun : "L'Unité nationale" au fondement de la construction de l'État. Mécanismes du fonctionnement, épreuve des faits », in Les défis stratégiques africains : la gestion de la conflictualité en Afrique centrale, Études de l'IRSEM, n° 25, mai 2013, p. 41-54.*

*« Le portrait du mois : Achille Mbembé », Lettre de l'Irsem, septembre 2012, N° 7*

1. La présente note se fonde sur une publication de l'auteur, « Paix durable : quelle stratégie pour l'Afrique ? », *Le Jour*, N° 1414, du 11 avril 2013, p. 7. Cf. <http://quotidienlejourcm.com>

**Résumé :** Cette contribution a pour but de faire un état de la situation des dispositions de l'Afrique à entrevoir les fondements d'une paix durable. Il propose un aperçu de la théorie dominante des relations internationales, confrontée à la réalité d'une instabilité récurrente dans le continent, puis, s'efforce de proposer des pistes pour une intégration sous-régionale, moteur d'une approche réaliste et efficace de paix et de sécurité.

**Mots clés :** Intégration sous-régionale, Paix durable, Guerre obsolète, Paix démocratique, Diplomatie du développement.

## INTRODUCTION

Les problématiques de paix et de sécurité sont indissociables de celle du développement. Au regard de la persistance en Afrique, d'une situation d'instabilité, dont certains conflits dits trans-générationnels et/ou trans-territoriaux<sup>1</sup> sont l'une des manifestations, il convient de faire le point sur la configuration des relations internationales depuis la fin de la guerre froide ; puis d'introduire des suggestions dans la manière dont les acteurs africains pourraient, de manière opportune, poser les bases d'une véritable *Pax Africana*.

### 1- L'AFRIQUE DANS L'APRÈS GUERRE FROIDE

Joe Nye<sup>2</sup> compare volontiers l'ordre mondial post-guerre froide, à un jeu d'échecs en « trois dimensions, avec, en haut de l'échiquier, une puissance militaire unipolaire [...]. Mais au milieu de l'échiquier, au niveau de l'économie, la puissance serait tripolaire avec trois puissances clés, les Usa, l'UE et le Japon ». Il constate également l'affirmation de la Chine qui inéluctablement, devient le dernier élément du quartet des puissances économiques mondiales. « L'étage inférieur de l'échiquier » est enfin selon lui, celui des « relations transnationales », tout ce qui traverse les frontières en échappant au contrôle des gouvernements, qu'il s'agisse par exemple des transferts de capitaux ou de groupes terroristes. L'extrême dispersion du pouvoir est bien entendu, un des éléments caractéristiques de ce troisième niveau.

La grande complexité de l'ordre mondial dont fait cas l'analyste se traduit, par une non moins grande

interaction entre les « trois niveaux », et l'impossibilité d'établir un « ordre mondial univoque ». Les incidences grandissantes des projections d'éléments du « troisième niveau » sur les deux niveaux qui le précèdent sont à mettre en relief, tant elles illustrent cette nécessité d'interaction : les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis et leurs conséquences plus ou moins immédiates (le déclenchement des guerres en Afghanistan et en Irak) ; l'aggravation de certaines crises politiques et conflits armés en Afrique, et les risques potentiels de leur extrapolation dans les niveaux supposés « protégés » de l'ordre mondial préfiguré.

Plusieurs théories sont alors énoncées, dans ce chaos organisé, au nombre desquelles l'obsolescence de la guerre par le biais de la démocratie. « La paix démocratique » ainsi dénommée, s'articule autour de trois points qu'aborde rapidement Pascal Vennesson<sup>3</sup> : la multiplication des démocraties et la diminution des risques de guerre entre elles ; l'obsolescence même de la guerre ; la probable disparition de la guerre parce qu'elle ne paie plus.

La lecture critique qu'il en effectue permet une prise de distance par rapport à la linéarité véhiculée par cette vision des choses, nous ramenant par le fait même à des considérations plus pragmatiques, centrées autour des dimensions d'imprévisibilité du déclenchement des conflits (tant du point de vue de leur « contagion » que de « l'escalade » qu'ils peuvent provoquer) ; il y a en second lieu, la portée du « devenir historique » des sociétés en conflit. Ce « devenir historique » se rapportant à la matérialité concrète des choses, à leur vécu réel.

La « guerre obsolète » est naturellement sujette à relecture, notamment dans la perspective d'une réappropriation de certains de ses énoncés : la démocratie en particulier, dans ses conceptions et processus de réalisation. Mais il nous faut faire le tour de la question à grandes enjambées, afin de déboucher sur ce qui nous paraît le plus probant, à savoir le « devenir historique » des contextes soumis à analyse.

Le cas de l'Union européenne peut être appréhendé ici, du point de vue de l'expérience particulière qui s'y déroule ; une expérience originale fondée sur le « réalisme pacifique », si l'on s'en tient à François Géré<sup>4</sup>. Celui-ci formule a priori quelques objections, quant à la volonté hégémonique américaine : les insuffisances caractérisées du modèle de paix par l'empire, son

1. Musila C., « L'insécurité transfrontalière au Cameroun et dans le bassin du Lac Tchad », Note de l'Ifri, juillet 2012. L'auteur a participé à l'élaboration de ce travail, qui marque l'extrême vulnérabilité à laquelle est soumis l'ensemble des États de quelque sous-région, les causes et manifestations des crises politiques et conflits armés s'appréciant dans une échelle de généralité.

2. Géo politologue spécialisé en relations internationales, il est enseignant à la Kennedy School of Government de l'Université de Harvard, après y avoir occupé le poste de doyen.

3. Vennesson P., « Vers la fin de la guerre froide ? », Sciences humaines, No 74, Juillet 1977, pp. 12-19. L'article présente les grandes lignes du propos de Joe Nye dont il est fait cas dans les précédents paragraphes.

4. Géré F., « La paix durable, une stratégie pour l'Europe », Témoignage chrétien, No 2846 du 21 janvier 1999, p.15.

incompatibilité avec la nature du système politique américain volontiers isolationniste, l'inadéquation des notions de compétition économique et de suprématie militaire (fondements du leadership des États-Unis) avec ce qu'il appelle un « authentique modèle de paix ». Ces réserves rejoignent le constat d'une incapacité du système des Nations unies à promouvoir efficacement la paix, et font chemin en partie, avec l'esprit de la première analyse dont il a été précédemment fait cas.

C'est donc à la suite de cette double disqualification qu'est posée l'existence d'une alternative, qui suppose l'application d'une « stratégie efficace de conduite de la paix ». Tout le sens du « réalisme pacifique », qui pré-suppose lui, la création de toutes les conditions favorisant une paix durable. « Cela passe selon François Géré, par la priorité donnée à la voie diplomatique pour résoudre les conflits en germe. Cela passe aussi par la création de forces militaires nouvelles, équipées avec le meilleur des technologies de pointe ».

Cet ensemble de perspectives procédant de la théorie dite dominante des relations internationales amène à d'autres approches, dont la vision d'Achille Mbembé, qui situe bien le continent africain, par le moyen d'une analyse très originale, dans l'inéluctable processus d'une émergence bien qu'à son avis, les manifestations en soient encore difficilement perceptibles par tous<sup>5</sup>. Il ne nous sera pas possible d'aborder ici tous les éléments de cette pensée riche et structurante, mais elle constitue à de nombreux égards, le référentiel de notre propre projection, à la lumière de la configuration des relations internationales, nous offrant dans un futur proche, les opportunités d'un développement de notre réflexion.

## 2- INTÉGRATION SOUS-RÉGIONALE ET DYNAMIQUE DE PAIX DURABLE EN AFRIQUE

Le constat froid de l'absence de l'Afrique dans cet aréopage de configurations des relations internationales ne souffre aucune ambiguïté. Cet état de fait se rapporte à la dépendance chronique du continent à tous égards, vis-à-vis d'acteurs déterminants du système international. Divers processus passés ou en cours prétendent, eux, apporter des solutions au problème global de l'insécurité caractéristique du continent.

A titre d'exemple, si la fictive expérience d'une Confédération Sénégalienne n'a pu être renouvelée ailleurs en Afrique, de quelque manière, le paradigme de l'imposition d'un modèle de paix par le haut, n'a pas fait non plus long feu, nonobstant l'espèce de foi continuellement portée par certains aux tragiques postures d'une « Union Africaine » à cinquante quatre pays<sup>6</sup>.

5. Mbembé A., *Sortir de la grande nuit : Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris, La Découverte, 2010.

6. Mbia Yebega G-H., « Interventions militaires françaises

La particularité d'une dynamique d'intégration sous-régionale nous semble utile à mettre en relief, dans un souci certain de réalisme et de pragmatisme. Mais encore, faudrait-il relever ce qui se passe concrètement, et dont les cas de figure actuels du Mali et de la RCA sont, parmi d'autres, emblématiques. Les principales organisations sous-régionales (la Cedeao et la Ceeac)<sup>7</sup> en charge notamment des questions de paix peinent à mobiliser les ressources nécessaires à l'atteinte de leurs objectifs<sup>8</sup>.

L'intégration sous-régionale est le lieu des interactions premières entre états, l'arrière-fond de tout projet d'intégration à l'échelle du continent. La manière dont les itinéraires d'élaboration des politiques de paix et de sécurité se manifesteront ici, conditionnera, à notre avis, le parcours de la construction d'une vision globale de la paix et de la sécurité à l'échelle du continent.

Trois points fondamentaux (pouvant être admis au titre des propositions) nous semblent utiles à soulever en conséquence, dans la prise en compte des quelques faits sus mentionnés.

### – La dynamique de paix inclusive

L'instabilité sociopolitique en Afrique ne pouvant se concevoir au travers du prisme unique d'un Etat, il convient d'en tenir compte dans l'ensemble des processus de prévention et de résolution des crises politiques et conflits armés. Les possibilités et causes de survenance de ces crises habitent tout l'espace social, économique, culturel et politique des régions concernées, en en multipliant par le fait même, les effets déclencheurs. Aucun des conflits armés survenus en Afrique depuis la fin de la guerre froide n'échappe à cette réalité d'une inscription dans le registre des causes globales<sup>9</sup>.

---

et dynamiques africaines de paix et de sécurité », Revue Défense Nationale, No 763, octobre 2013.

7. Pour les abréviations contenues dans le texte, voir les sites institutionnels en bibliographie, complémentaires des indications qui suivent :

– RCA : République centrafricaine

– RDC : République Démocratique du Congo

8. Les dernières interventions militaires des Nations unies en Afrique procèdent des résolutions du Conseil de sécurité de ladite institution, leur préparation (stratégique, tactique et logistique) et leur financement, sont assurés par les acteurs dits déterminants du système international.

9. Mbia Yebega G-H., « La CEEAC : « combien de divisions ? », Le Jour, No 1377, du 18 février 2013, p. 8. Cf. <http://quotidienlejourcm.com>

Il est fait cas ici de la situation d'isolement dont fait l'objet la RCA, de la part des dirigeants de la CEEAC dont elle fait partie. Une irresponsabilité d'autant plus grande, que

D'où la nécessité d'évitement des démarches dites de paix séparée<sup>10</sup>, qui manifestent à notre sens, l'anachronisme d'une certaine conception de la «non-ingérence» d'une part, ainsi qu'une incapacité coupable à percevoir les enjeux et mutations à l'échelle du monde. La forme de diplomatie de laquelle il nous a été donné de faire cas habituellement est une diplomatie du Développement, qui mutualise les efforts collectifs et se situe fortement dans le projet d'une construction à l'échelle communautaire<sup>11</sup>. Lesdites démarches de paix séparées sont poreuses, ne portant nullement à bénéfice. Elles exposent la vulnérabilité des pays africains pris isolément, et devenant inéluctablement les victimes d'un système international féroce, dont les différents paramètres (géostratégique, économique...) sont poussés dans leurs prétentions les plus radicales par tout le soulèvement d'une approche conséquentialiste.

### *– La proscription de la fiction d'institutions*

La paix comme démarche globale devrait donc se penser et s'envisager ainsi, par le biais d'ensembles institutionnels stratégiquement et opérationnellement à même d'assumer les responsabilités qui leur sont dévolues. Une des particularités du continent tient à son grand éclatement territorial<sup>12</sup>. Il en découle par habitude malencontreuse une superposition d'institutions, dont l'examen du déploiement donne des résultats peu encourageants. Du bas en haut de l'échelle d'appréciation, les itinéraires de regroupements orchestrés se révèlent peu porteurs. Il vient d'être évoqué l'échec de la Sénégalie, ainsi que les approximations de l'Union Africaine, dans sa politique de mise en route d'une architecture de sécurité et de défense qui dépasse le cadre purement formel de son énonciation.

---

chacun des pays qui lui sont frontaliers paie le prix d'une insécurité qui tend à se généraliser.

10. S'il n'est trouvé remède aux causes véritables d'un conflit, les aménagements cosmétiques de façade ne peuvent en garantir résolution dans le temps, comme l'affirme Achille Mbembé <http://www.thinkingafrica.org/V2/portfolio/achille-mbembe-sortir-de-la-grande-nuit/>

11. Dans une perspective autrement plus générale, l'essayiste Achille Mbembé partage le projet de l'Afropolitisme, sur la base de son expérience de vie en Afrique du Sud, un pays qui offre une lecture particulière de la nouvelle Afrique. Il prône un calendrier d'abolition des frontières en Afrique, se situant dans une démarche radicale de décloisonnement des manières de pensée et d'agir qui freinent la montée en puissance du continent. Pour autant, il trouve dommageable de ne point prendre en compte, la force agissante de près d'un milliard d'individus, présents dans l'histoire et leur propre histoire.

12. En une autre époque, peu avant les indépendances, certains leaders politiques africains se sont insurgés contre ce qui leur semblait être une «balkanisation de l'Afrique» (Léopold Sédar Senghor notamment).

L'intégration sous-régionale est économique, elle est culturelle, elle est politique. Dans l'espace Cedeao, se pose à certaines nuances près, des préoccupations assez similaires de celles de la Ceeac, notamment, et à titre d'exemple, en matière de flux migratoires, d'insécurité transfrontalière (crimes, drogue), d'interdépendance sur le plan économique et d'aménagement infrastructurel; une réaction en chaîne s'inscrit alors, dans le déroulement des événements d'importance survenus dans chacun des Etats voisins d'une zone de crise. Ce fut le cas en particulier dans les conflits du Liberia, de la Sierra Léone et de la Guinée-Bissau.

En Afrique centrale, les turbulences manifestes ou latentes en RCA, au Tchad, au Nigéria ou en RDC ne manquent pas d'avoir des effets immédiats chez les voisins en périphérie<sup>13</sup>.

### *– La nécessité d'un leadership sous-régional*

Concevoir et entreprendre la mise en application des modalités de la paix durable, supposent donc une organisation méthodique et impérieuse de moyens, centrée autour de quelques figures de proue. Un certain réalisme suscitera nécessairement, l'apparition ou la confirmation du rôle d'acteurs significatifs, mus par leur poids démographique, les richesses de leurs sol et sous-sol, leurs capacités d'initiative et d'anticipation, leur organisation et leur volontarisme, pour s'imposer dans un ordre des complémentarités nécessaires. Ces acteurs sont essentiels, voire incontournables. Ils répondent à la demande pressante d'un environnement dont les manifestes violences (tant politiques qu'économiques) ne laissent pas de choix. Il s'agit bien d'exister, dans les «désordres» de ce monde là, qui chaque jour, se définit et se redéfinit, sur la base des intérêts bien compris.

L'ensemble des présupposés introduits en amont de cette contribution, se fonde sur une lecture du rapport des forces qui ne peut souffrir encore l'absence de l'Afrique.

La problématique question du leadership se pose donc, tant au niveau des «Etats-locomotives», que des éléments d'une élite dirigeante ambitieuse et porteuse de projets novateurs, au niveau de chacun des Etats.

Dans cet ordre des choses du monde, nous ne pouvons manquer de poursuivre nos nombreuses interrogations, sur le rôle de quelques acteurs supposés

---

13. Le Cameroun en particulier, se trouve pris dans l'étau des conflits armés se déroulant chez ses voisins. La région orientale du pays a accueilli de nombreux réfugiés centrafricains, et il se pose assez généralement, des préoccupations sécuritaires susceptibles de remettre en cause le très relatif équilibre sociopolitique du pays.

Cette situation survient alors que le pays a pris possession de manière définitive, de la presqu'île de Bakassi en août 2013.

d'importance de la scène des relations internationales africaines. Dans le nord du continent, les relations troubles qu'entretiennent l'Algérie et le Maroc sont à revisiter, à l'aune des enjeux d'une vision d'intégration qui est encore très loin d'être envisagée<sup>14</sup>.

Le Nigéria et la Côte d'Ivoire sont fragilisés à l'intérieur même de leurs frontières, retardant à ce titre, la continuation du processus d'intégration de la Cedeao ; de même, la RDC et l'Éthiopie souffrent-elles de quelques handicaps ne leur permettant pas une affirmation opportune de leurs capacités réelles, à l'échelle de leurs sous-régions respectives : une insécurité à l'intérieur des frontières nationales, doublée d'un enclavement qui réduit considérablement les possibilités d'une projection extérieure suffisante<sup>15</sup>. Il peut en être de même et à divers niveaux, de l'Angola et du Cameroun, dont nous avons fait cas des difficultés du fait d'un environnement frontalier délétère.

L'Afrique du sud enfin s'exerce, elle, au jeu difficile de son propre positionnement, découvrant les rigueurs et contraintes d'un environnement des relations internationales africaines dont elle a tout à apprendre, deux décennies après l'abolition de l'Apartheid<sup>16</sup>.

## BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

### Ouvrages

– Bayart J-F., *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 2006, 2<sup>e</sup> éd.

• Coutau-Bégarie H., *Traité de stratégie*, Paris, Economica, 2006, 4<sup>e</sup> éd.

14. Différentes initiatives d'intégration sous-régionale ont été suscitées, dont la fameuse Union du Maghreb Arabe, sans suite. La confrontation du Maroc et de l'Algérie par le biais du conflit au Sahara occidental maintient entre ces deux pays, une situation de tension qui se manifeste notamment par la fermeture de leurs frontières terrestres.

15. Les frontières nord et est de l'Éthiopie la mettent face à la double menace de résurgence du conflit avec l'Erythrée, puis des effets immédiats de la guerre civile en Somalie.

La RDC fait face dans son voisinage immédiat, à l'instabilité de la RCA au nord, et à la prolifération de troubles dans ses régions orientales. Lesquelles troubles seraient en partie liés au propre agenda de certaines puissances étrangères.

16. L'arrivée à la tête de la Commission de l'Union Africaine d'une présidente sud africaine en 2012, offrira l'opportunité à l'Afrique du Sud d'entreprendre une expérience de familiarisation, avec la dynamique de la vie diplomatique en Afrique. Les prises de position de la diplomatie sud africaine au Zaïre en 1966/1997 ; en Côte d'Ivoire lors de la crise de 2002/2011 ; en Libye en 2011 ; puis, plus récemment encore en RCA et au Zimbabwe, révèlent pour le moins, un certain amateurisme voire, une grande méconnaissance de l'espace transactionnel des relations intra-africaines. A moins que ce ne soit tout simplement, le normal positionnement dans les contraintes et réalités du jeu d'intérêts des puissances.

• Hassner P., Marchal R., *Guerres et sociétés-État et violence après la Guerre froide*, Paris, Karthala, 2003.

• Mazrui A., *The politics of war and culture of violence*, New Jersey : Africa world Press, 2008.

• Mbembé A., – *De la Postcolonie*, Paris, Karthala, 2000.

– *Sortir de la grande nuit : Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris, La Découverte, 2010.

• Nye J., *The Future of Power*, NY, Public Affairs, 2011.

### Articles et rapports

• Bryden A., N'Diaye B., (dir.), « Gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest francophone : bilan et perspectives », in <http://www.dcaf.ch/content/download/66569/.../BrydenN'DiayeFRENCH.pdf>.

• Massaër D., « Les donateurs et la gouvernance du secteur de sécurité en Afrique de l'ouest », Club du Sahel et de l'Afrique de l'ouest (CSAO/OCDE), Abuja (Nigeria), 26-27 juillet 2008, in <http://www.oecd.org/fr/csao/evenements/41401340.pdf>

• Mbia Yebega G-H., « Interventions françaises et dynamiques africaines de paix et de sécurité », Revue Défense Nationale, N° 763, octobre 2013.

• Musila C., « L'insécurité transfrontalière au Cameroun et dans le bassin du Lac Tchad », Note de l'Ifri, juillet 2012.

• « Les défis stratégiques africains : la gestion de la conflictualité en Afrique centrale », *Études de l'IRSEM*, n° 25, mai 2013.

• « Rapport de la présidente de la Commission sur l'opérationnalisation de la capacité de déploiement rapide de la force africaine en attente et la mise en place d'une « Capacité Africaine de Réponse Immédiate aux Crises », Addis-Abeba (Éthiopie), Union Africaine, 2013.

### Sites institutionnels

<http://www.au.int/fr/>

<http://www.ceeac-eccas.org/>

<http://www.ecowas.int/?lang=fr>

<http://www.crisisgroup.org/fr.aspx>

<http://www.grip.org/>

<http://www.issafrica.org/>